

Appel aux rassemblements partout en France le 5 mai : Attaques contre les droits trans et reproductifs : n'attendons pas plus, faisons front !

En France LR, RN, Reconquête, des grands médias et des maisons d'édition prennent pour cible la communauté trans. La proposition de loi des sénateurs du parti Les Républicains contre les mineurs trans coïncide avec la sortie d'un livre haineux, Transmania, promu par l'ensemble de l'extrême-droite politique. **Les réactionnaires cherchent à installer dans le débat public l'idée que les personnes trans sont un danger : pour les enfants, pour la société et pour elles-mêmes.**

Ces dernières années en France, la droite et l'extrême-droite ont pris pour cible des organisations de défense des droits des femmes et des minorités de genre, à l'instar des attaques contre le Planning Familial, auxquelles s'est associé le gouvernement. Si les attaques contre les "wokistes", les trans et le prétendu lobby LGBT à l'école étaient relativement annexes dans la rhétorique de l'extrême-droite et étaient portées majoritairement par une petite communauté des militantes anti-trans, **ce sujet prend de l'importance dans le contexte des élections européennes.**

La droite et l'extrême-droite entendent mener cette offensive également sur le terrain législatif. L'année dernière, le parti Les Républicains a lancé un groupe d'enquête sénatorial en y invitant les pires "experts" transphobes qui prônent les thérapies de conversion pour les personnes trans mineures et adultes ainsi que l'interdiction des transitions pour les enfants trans. Ce groupe d'enquête a produit un rapport et un projet de loi déposé au Sénat proposant d'interdire la transition médicale et sociale aux mineurs, de renforcer le contrôle psychiatrique sur les enfants trans et de punir par des peines de prison allant jusqu'à deux ans les médecins qui accompagnent les jeunes trans. Un projet de loi similaire a été déposé par le Rassemblement national à l'Assemblée.

Leurs premières cibles sont les mineurs, mais ils ne s'arrêteront pas là. Le rapport des LR parle déjà d'interdire toute transition pour les personnes majeures de moins de 25 ans, une mesure en phase avec les projets de loi en discussion ou déjà adoptés aux Etats-Unis. Leur logique revient en fin de compte à interdire toute possibilité de transition, qu'importe l'âge.

Elles s'inscrivent dans une offensive internationale coordonnée de la droite et de l'extrême-droite contre le droit à disposer de son corps, visant de façon conjointe les droits reproductifs et les droits des personnes trans, en réponse aux quelques maigres droits trans conquis au début du siècle dans certains pays et à la nouvelle vague féministe. Pour ne citer que deux exemples, aux États-Unis, le Parti Républicain a interdit l'avortement dans 14 états sous son contrôle et en parallèle a interdit toute transition pour les personnes trans mineures dans 23 états. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche fait planer la menace des

restrictions fédérales de l'IVG et des droits trans aux Etats-Unis. En Russie, l'État de Poutine a interdit toute transition médicale et administrative pour les personnes trans avant de déclarer la communauté LGBT comme "extrémiste". Ce même gouvernement menace d'arrêter le remboursement des avortements dans l'hôpital public, d'interdire l'avortement dans les cliniques privées et s'attaque actuellement à la contraception.

Ces attaques arrivent au Royaume-Uni, au Québec, en Italie, en Norvège, en Finlande, en Suisse... Il est évident que l'offensive anti-trans sera un des axes majeurs des réactionnaires dans les mois et années à venir. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la préoccupation de la droite et l'extrême-droite pour la santé des enfants. En réalité, leur objectif est de renforcer la division sexuelle en s'attaquant aux droits des jeunes trans et en maintenant par ailleurs les mutilations des enfants intersexes. Leur objectif est de créer un énième "ennemi intérieur" pour diviser les opprimés entre eux, à l'heure d'une nouvelle crise du système capitaliste.

Il y a urgence d'une réponse d'ensemble du mouvement social, féministe et LGBTQI+ à ces attaques. La question des droits reproductifs (avortement, contraception, PMA) et des droits liés à la transition sont indissociables puisqu'ils relèvent de la revendication historique de nos mouvements sur le droit à disposer librement de son corps : ils doivent être défendus de façon conjointe.

Pour mener cette lutte contre les réactionnaires et l'extrême-droite, nous savons que nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement qui leur pave la voie et qui utilise cyniquement les droits des femmes et des personnes LGBT pour se présenter comme progressiste. Alors que c'est ce même gouvernement qui détruit les services publics, annonce le réarmement démographique en Hexagone et mène des politiques de contrôle démographique coloniales comme à Mayotte, où il incite les femmes à se faire stériliser.

Face à ces attaques contre le droit à disposer de son corps, il faut une riposte unitaire, et de forger des alliances par en bas, à l'échelle nationale, y compris pour pouvoir épauler les collectifs féministes et trans se trouvant isolés et plus exposés aux attaques de l'extrême-droite. Nous appelons toutes les organisations féministes, LGBT, antiracistes, antifascistes, politiques et syndicales à signer cet appel et à organiser des rassemblements partout en France le 5 mai en défense du droit à disposer librement de son corps. Et au-delà du 5 mai, nous appelons à construire et à poursuivre la mobilisation dans les prochaines semaines et mois afin de mener une véritable campagne nationale étendue dans la durée. Nous réclamons :

- Une transition dépsychiatisée, libre et gratuite pour les personnes majeures et mineures

- L'accès à la PMA pour toutes les personnes trans
- L'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes
- Des moyens massifs pour les services publics afin d'assurer l'accès réel à l'IVG, aux transitions et à la contraception.
- Une éducation aux questions de genre et de sexualité prise en charge par les travailleurs-es de l'éducation, de la santé